



> Lire cet article sur le site web

Somalie: pourquoi les Shebab expulsent-ils les ONG?

Qui sont les Shebab?

Il s'agit d'un groupe islamiste armé basé en Somalie. Loin de l'idée selon laquelle il serait composé uniquement de djihadistes affiliés à Al-Qaïda, venus d'Irak ou d'Afghanistan, il s'agit d'un groupe hétérogène. Il se compose aussi d'une partie de l'islam politique somalien radicalisé avec la guerre civile, ainsi que de populations qui se sont retrouvées prises dans les affrontements et qui se sont associées à ce groupe.

Les Shebab sont en guerre contre le gouvernement fédéral de transition du pays, soutenu et reconnu par la communauté internationale.

Quelle est la situation humanitaire en Somalie?

La Somalie vit depuis plusieurs années une situation politique et humanitaire compliquée. Depuis 1991 et le renversement de Siad Barré, aucun gouvernement effectif n'est en place dans le pays et la guerre civile fait rage. Mais les situations diffèrent selon les zones: les régions du sud et du centre de la Somalie sont soumises à de fortes violences avec la présence des groupes Shebab, alors qu'au nord, le Somaliland (république autonome non reconnue par la communauté internationale) et le Puntland (semi-autonome) sont relativement moins touchés par les conflits.

La Somalie reste un pays emblématique sur le plan humanitaire à cause des difficultés que rencontrent les équipes sur le terrain. L'aide a commencé au début des années 80 et à partir de 1990, dans le contexte de guerre, les agences ont dû recourir à une protection payante, d'abord par des structures traditionnelles puis peu à peu par des milices. Lucrative, la protection de l'aide est devenue une activité intéressante pour les groupes armés. Une situation dont les humanitaires ont encore du mal à se sortir.

Pour Philippe Ryfman, professeur associé à Sciences Po Paris et spécialiste des actions humanitaires, le manque d'information dans les régions contrôlées par les Shebab est un problème primordial. "La situation est incertaine car on la connaît très mal. Dans certaines zones, il n'y a aucun humanitaire et donc aucune capacité d'évaluer réellement l'ampleur de la situation, on ne sait pas trop ce qui s'y passe", déplore-t-il. Dans ces parties du pays, le personnel des ONG et des Nations Unies travaille avec l'accord des Shebab. "Mais ils restent limités dans leurs moyens d'action: ils n'ont pas accès à une partie de la population et à certaines zones", explique Philippe Ryfman.

En juillet 2011, la situation s'est aggravée avec la sécheresse qui a touché le pays, la plus dure depuis 60 ans. Près de quatre millions de personnes se sont retrouvées dans une situation de crise dont 750.000 menacées de mort. Les Nations Unies ont déclaré l'état de famine dans six régions de la Somalie. Actuellement, la crise alimentaire touche toujours une grande partie de la population, fragilisée par la sécheresse et par la guerre.

Pourquoi les Shebab interdisent-ils l'accès à certaines ONG?

Le 28 novembre, la nouvelle tombe: les Shebab demandent l'expulsion de 16 ONG et agences de l'ONU. Des organisations comme Action contre la faim, Solidarités, l'Unicef ou encore l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) ont été contraintes à quitter les régions contrôlées par le groupe islamiste. Le motif? Elles seraient "activement engagées dans des activités jugées nuisibles à la mise en place d'un Etat islamiste ou menant des activités autres que celles qu'elles disent officiellement mener", selon un communiqué des Shebab. Seuls Médecins sans Frontières (MSF) et le Comité International de la Croix Rouge (CICR) seraient encore présents.

Selon Roland Marchal, chargé de recherche au CNRS et spécialiste de la Corne de l'Afrique, le refus des Shebab serait en partie lié à une volonté de contrôler la circulation des informations à travers le pays. Les agences humanitaires sont perçues comme des moyens d'espionnage: "L'accroissement de l'activité de drones [ndlr: américains] ces deux dernières années a contribué à augmenter la méfiance des Shebab. Ils sont persuadés d'être espionnés par l'Éthiopie ou les Etats-Unis, ils cherchent les responsables et les gens qui voyagent beaucoup, comme le personnel des ONG, sont moins contrôlables", explique-t-il.

Mais pour le professeur Ryfman, cette raison n'est qu'un pur prétexte: "Ils sont un peu paranoïaques! Les

motivations sont surtout de nature politique. C'est une façon pour les Shebab de réaffirmer leur pouvoir en montrant qu'ils peuvent tout contrôler et qu'ils peuvent faire face à la crise humanitaire seuls". Les humanitaires font pourtant leur maximum pour être acceptés dans les zones Shebab, affirme-t-il "en respectant les principes de l'aide humanitaire comme la neutralité et l'impartialité". C'est pourquoi des ONG comme Action contre la faim ou Solidarités, toutes deux expulsées des zones Shebab, travaillent exclusivement avec du personnel national et non des expatriés afin d'éviter les conflits d'intérêts ou de religions.

Comment s'organisent les ONG restantes dans les zones Shebab?

Pour le moment, les ONG souhaitent rester le plus discrètes possible pour pouvoir continuer à travailler. Le CICR et MSF, qui n'auraient pas été expulsés, n'ont pas tenu à communiquer pour confirmer leur présence. Les informations sont extrêmement rares et le nombre d'organisations sur le terrain reste difficile à déterminer. Selon des estimations, le Croissant Rouge et des ONG musulmanes originaires des pays du Golfe seraient aussi présentes dans les zones Shebab. Refusant de mener des actions publiques pour dénoncer l'attitude des Shebab, les organisations font souvent profil bas pour pouvoir continuer à travailler.

Illustration: Crédit Photo Giro555SHO / Flickr

A lire également:

Magali Sennane